

Pour ce qui est du rapport en question, je l'ai reçu lundi dernier. Il renfermait des conclusions indiquant une mauvaise gestion et de la négligence. Il proposait 16 recommandations, dont 14 avaient trait à des améliorations à apporter à l'établissement et nous sommes déjà en train de prendre des mesures à ce sujet. L'une traitait de la discipline et on est actuellement en train de l'étudier.

M. O'Sullivan: J'invoque le Règlement, monsieur l'Orateur. J'hésite à le faire, mais je m'y vois obligé parce que le ministre refuse constamment de faire une déclaration à l'appel des motions sur cette situation très grave.

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît. Le député sait très bien que ce n'est pas un rappel au Règlement valable.

Le député de Parry Sound-Muskoka.

M. O'Sullivan: J'invoque le Règlement, monsieur l'Orateur...

M. l'Orateur: Le député a indiqué au début de ses remarques qu'il invoquait le Règlement parce que le ministre refusait présumément de faire une déclaration à l'appel des motions. A moins que le député n'ait une autre raison à invoquer, son rappel au Règlement n'est pas valable.

M. O'Sullivan: Monsieur l'Orateur, j'invoque l'article 159 (2) de la quatrième édition de Beauschêne, à la page 137, que Votre Honneur connaît, j'en suis sûr. Il stipule:

Il n'est pas permis à un ministre de la Couronne de lire ou citer une dépêche ou autre document d'État qui n'a pas été soumis à la Chambre, à moins qu'il ne le dépose sur le bureau. Cette restriction ressemble à la règle concernant la preuve devant les tribunaux, laquelle interdit à un avocat de citer des documents qui n'ont pas été déposés comme pièces justificatives. Ce principe est si raisonnable que personne ne l'a contesté. Par le passé, toute protestation faite à temps dans ce sens a été généralement admise.

Mon rappel au Règlement se fonde sur le fait que le refus du ministre de faire une déclaration à l'appel des motions me prouve abondamment qu'il lisait sa réponse et qu'il doit maintenant, en vertu du Règlement, déposer tout le document.

Des voix: Bravo!

M. l'Orateur: A l'ordre. La citation du député ne concerne que le cas où un ministre de la Couronne, à l'occasion d'une déclaration, d'un commentaire ou d'un discours à la Chambre, mentionne un document quelconque dont il dispose et dont la Chambre n'a pas connaissance, auquel cas il doit en donner les références et le déposer sur le Bureau de la Chambre. Cette règle ne vise certes pas tous les documents que le ministre peut apporter pour être prêt à répondre aux questions qui lui sont posées durant la période des questions.

Le député de Parry Sound-Muskoka a la parole.

* * *

LA CONSOMMATION

L'ÉCART ENTRE LES PRIX DU BŒUF DES CATÉGORIES A ET C—
DEMANDE DE MESURES POUR LA PROTECTION DES
CONSOMMATEURS AVANT LA PUBLICATION DU RAPPORT DE
LA COMMISSION DE SURVEILLANCE

M. Stan Darling (Parry Sound-Muskoka): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au ministre de la Consommation et des Corporations. Le ministre a parlé hier à la Chambre de la publication prochaine d'un rapport

Questions orales

de la Commission de surveillance du prix des produits alimentaires sur les différences de prix du bœuf de catégorie A et de catégorie C. Le ministre peut-il nous dire quelles mesures intérimaires il a l'intention de prendre pour protéger les consommateurs contre ces écarts de prix en attendant la publication de ce rapport de la Commission de surveillance du prix des produits alimentaires?

[Français]

L'hon. André Ouellet (ministre de la Consommation et des Corporations): Monsieur l'Orateur, je pense que ce rapport sera publié au cours des prochains jours, et je demanderais à l'honorable député d'attendre les recommandations de ce rapport avant de me demander de prendre des mesures.

* * *

[Traduction]

L'ENVIRONNEMENT

L'ENQUÊTE SUR L'HYDRARGYRISME CHEZ LES INDIENS DES
RÉSERVES DE GRASSY NARROWS ET DE WHITE DOG—LES
NÉGOCIATIONS AVEC L'ONTARIO AU SUJET DE LA
DÉPOLLUTION DES COURS D'EAU

M. Wally Firth (Territoires du Nord-Ouest): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de l'Environnement. J'aimerais demander au ministre si le gouvernement procède actuellement à des enquêtes sur l'empoisonnement par le mercure dans les réserves de Grassy Narrows et de White Dog, dans le nord de l'Ontario?

[Français]

L'hon. Jeanne Sauvé (ministre de l'Environnement): Monsieur le président, nous faisons des études sur le contenu du mercure dans le poisson, mais les réglementations en ce qui concerne la pêche d'espèces qui peuvent être contaminées par le mercure sont faites par le ministère de la Santé nationale et du Bien-être social.

[Traduction]

M. Firth: J'ai une question supplémentaire, toujours pour le ministre de l'Environnement. A-t-on entamé des négociations avec le gouvernement de l'Ontario sur les modalités de dépollution des cours d'eau?

[Français]

Mme Sauvé: Monsieur le président, je ne pourrais pas répondre par l'affirmative à l'honorable député. Je pense qu'il serait préférable que cette question très précise soit posée à mon collègue, le ministre d'État responsable des Pêcheries.

* * *

[Traduction]

LA FONCTION PUBLIQUE

LE PROJET D'AUGMENTATION DU NOMBRE DE POSTES
UNILINGUES FRANÇAIS—LA QUESTION DE L'AVANCEMENT
AU MÉRITE

M. A. D. Alkenbrack (Frontenac-Lennox et Addington): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au président du Conseil du trésor en sa qualité de ministre responsable de la Fonction publique ou, du moins, de porte-parole du gouvernement en ce qui concerne le programme de bilinguisme. La presse a annoncé hier que le gouvernement avait l'intention d'augmenter le nombre de postes unilingues français dans la Fonction publique par la suppression de postes bilingues. Le ministre pourrait-il